



Partido dos Trabalhadores



Données clés

Date de création : 10 février 1980.

Positionnement idéologique actuel : gauche, centre-gauche

Affiliations internationales : membre de la COPPAL

Implantations territoriales : dans tout le pays mais particulièrement dans le Nord et le Nordeste (depuis 2002)

Président actuel : Ricardo Berzoini

Mode de désignation des dirigeants : vote interne (*Processo de Eleição Direta* – PED)

Mode de désignation des candidats : Négociation interne entre dirigeants des tendances

Nombre d'adhérents : 1.062.869 (chiffres fournis par le parti)

Périodes au gouvernement : 2002-2006 et 2006-présent (présidence de Luis Inacio Lula da Silva)

Siège : Brasília

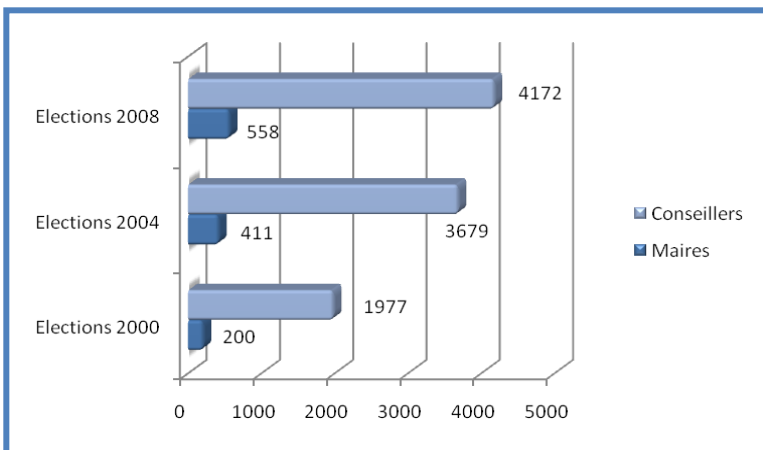
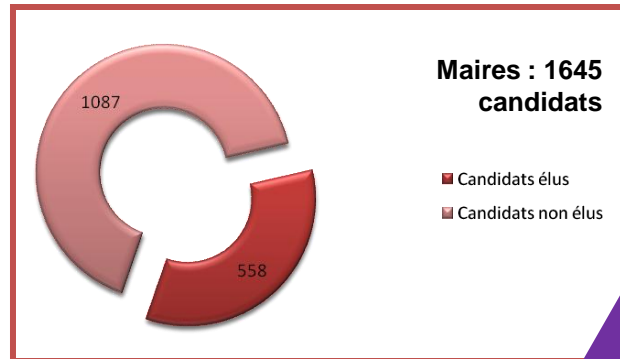
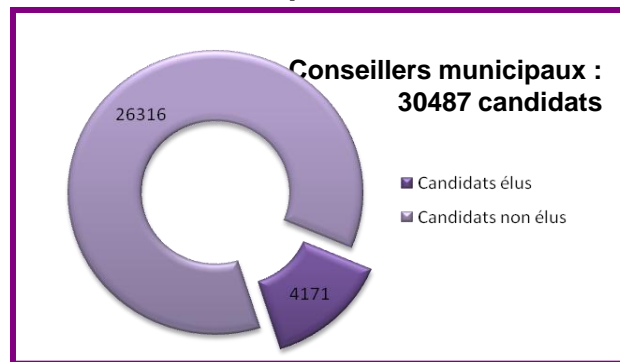
Site officiel : <http://www.pt.org.br>

Résultats électoraux

A l'issue du scrutin des élections municipales de novembre 2008, les *pétistes* ont obtenu 558 maires sur l'ensemble du Brésil, et 4.171 conseillers municipaux, améliorant très nettement leur présence au niveau municipal par rapport à 2000.

D'autre part, parmi les cent villes les plus importantes du pays en terme de population, le PT en a remporté 28%. Parmi les cent plus petites villes brésiliennes, ce chiffre n'est par contre que de 5%. Le parti a également élu en 2006 de 5 Gouverneurs d'Etats, 11 Sénateurs, 83 députés fédéraux, ainsi que 113 députés d'Etats.

Municipales 2008



Source: TSE

Histoire du parti

En 1978, le syndicat de métallurgie de l'ABC (São André, São Bernardo, São Caetano), alors dirigé par Lula, exige l'augmentation des salaires des ouvriers métallurgistes de 34% pour récupérer le pouvoir d'achats perdu en 73-74. La grève débute officiellement le 12 mai 1978. Elle touche le centre névralgique de la construction automobile brésilienne et concerne un demi-million de travailleurs. Elle aboutit à une série d'accords négociés directement entre le patronat et les représentants des ouvriers et des employés du secteur, ce qui constitue en soi une première victoire. En effet, le « nouveau syndicalisme » incarné par Lula dans cette lutte contestait la rigidité de la législation sociale héritée du gouvernement de Vargas qui plaçait les négociations entre partenaires sociaux sous la tutelle de l'Etat. Les grèves de l'ABC se poursuivent jusqu'en 1980 mais cette année-là la loi de Sécurité Nationale vient frapper les dirigeants syndicaux, dont Lula, qui doit quitter la direction du syndicat des métallurgistes. Il va alors se convaincre de la **nécessité de compléter l'action syndicale par la lutte politique**. C'est de ce constat que naît le PT le 10 février 1980, au Collège de Sion (São Paulo).

Lula déclare alors : « *L'originalité du PT c'est qu'il a été créé à partir de la volonté d'un groupe de syndicalistes de donner une expression politique aux aspirations du monde du travail* ». Elu député de l'Assemblée constituante en 1986, Lula sera candidat du PT aux élections présidentielles de 1989, 1994 et 1998. Toutefois, ces trois élections se soldent par des défaites pour le candidat et son parti.

Pendant ses premières années le PT est un parti peu institutionnalisé, surtout tourné vers l'activité sociale et syndicale. A partir de 1995, **la consolidation du PT se recentre peu à peu autour d'un projet modéré**, à travers la mainmise de la tendance majoritaire (*Articulação*) emmenée par José Dirceu. La composition des cercles dirigeants du parti se transforme au profit d'un personnel mieux doté en capitaux (culturel, scolaire etc.), ce qui fragilise la présence de classes populaires au sein du parti (Martins Rodrigues 1991). La présence croissante des intellectuels dans le parti va également lui permettre d'asseoir sa crédibilité et sa respectabilité politique. L'aile modérée du parti se professionnalise et amorce une stratégie électorale ayant pour but de courtiser les classes moyennes qui vont peu à peu devenir majoritaires parmi les militants et sympathisants du parti.

La croissance électorale du PT est progressive, tant au niveau national que municipal. Aux municipales de 2000, le PT gagne dans 17 des 62 plus grandes villes du Brésil. L'ambition présidentielle s'appuie sur une base de plus en plus solide. Pour les élections présidentielles de 2002, Lula est désigné candidat du PT pour la quatrième fois consécutive. Afin de viser la conquête effective du pouvoir, **la direction du PT révisé entièrement non seulement sa stratégie de communication, mais aussi son projet pour le Brésil**. Le nouveau Lula est un « Petit Lula paix et amour » (*Lulinha paz e amor*) présente sa *Lettre au peuple Brésilien* (un programme de gouvernement réformiste édulcoré) et s'engage à respecter les engagements internationaux du Brésil. La page des attaques contre le grand capital est tournée. José Alencar, du Parti Libéral (droite) est choisi aux côtés de Lula comme candidat à la vice-présidence. La nouvelle stratégie est payante, puisque Lula est largement élu au 2^e tour.

De parti de contestation, le PT s'habille de son nouveau rôle de parti de gouvernement. Les tensions internes au parti s'amplifient, et plusieurs députés sont exclus dès 2003 (ils formeront le PSOL). Pragmatique, élargissant sa base d'alliances, puis entaché en 2005 par des pratiques de corruption, le PT perd aux yeux de la population sa singularité dans l'espace politique brésilien. Malgré cette crise du PT, Lula impose son charisme et sa personnalité (à travers notamment le programme de redistribution *Bolsa Família*). Il est réélu sans difficulté en 2006.

Visages du PT :



Luis Inacio Lula Da Silva (1945-)

Né en 1945 dans l'Etat du Pernambouc, il fuit la misère de la campagne du Nordeste avec son père qui part s'engager comme docker dans le port de Santos, à 72 kilomètres de São Paulo. Il quitte l'école à 10 ans pour travailler comme vendeur ambulant dans la rue. À 14 ans, il devient tourneur dans une usine automobile de São Bernardo do Campo, puis ouvrier métallurgiste. Dans les années 1960, le Brésil connaît un boom économique, mais qui ne profite pas à la classe ouvrière. Lula se syndicalise, ses talents naturels de tribun et de négociateur sont remarquables.

En 1975, il devient président du syndicat de la métallurgie, et devient une figure du syndicalisme brésilien. Ses prises de position lui valent alors un bref séjour en prison. En 1980, il décide de passer du syndicalisme à la politique et fonde le *Partido dos Trabalhadores* (Parti des travailleurs). En 1982, il est une première fois candidat au poste de gouverneur de l'État de São Paulo. En 1986, il est élu député constituant entre au Congrès brésilien.

Le 5 octobre 1988, une nouvelle Constitution est promulguée en remplacement de celle de 1969. Elle établit un régime présidentiel (confirmé ensuite par référendum) et le suffrage universel avec vote obligatoire. En décembre 1989 se déroulent les premières élections démocratiques depuis 1961. Lula se présente pour la première fois à la Présidence de la République. Il perd au 2nd tour face à Fernando Collor de Mello, qui sera destitué en 1992 pour de graves irrégularités, accusé de corruption financière. Lula se présente une deuxième fois à la présidence en 1994. Fernando Henrique Cardoso est élu Président de la République avec 54,3% des suffrages exprimés, contre 27% à Lula. En 1998, Lula se présente une troisième fois à la présidence, mais il est de nouveau battu dès le premier tour, son discours politique étant notamment ressenti comme trop radical. Le 27 octobre 2002, Lula est finalement élu Président de la République, contre José Serra (PSDB). Prenant de plus en plus ses distance par rapport au PT, il est réélu en 2006. ne pouvant se présenter pour un troisième mandat, Lula cédera sa place de candidat du PT pour les élections présidentielles de 2010. Ce sera la première élection présidentielle au suffrage universel direct depuis le retour à la démocratie sans que Lula soit candidat. En ce sens, les élections municipales de 2008 préparent la fin d'un cycle politique.

Jose Dirceu (1946-)

Leader étudiant sous la dictature militaire, Jose Dirceu est emprisonné puis contraint à l'exil. Il se réfugie à Cuba, où il se forme à la lutte armée. En 1971, il change de visage et retourne au Brésil sous une fausse identité. Il participe ensuite à la fondation du PT. Elu député de l'Etat de São Paulo (1986) puis député fédéral 1991, 1998, 2002). Il a aussi occupé différents postes au sein du PT, dont celui de président du bureau national (1995/97 et 1999/2001). En 1989 il coordonna la première campagne présidentielle de Lula. De janvier 2003 à juin 2005 il fut le chef du gouvernement de Lula. Directement impliqué dans le scandale de corruption du mensalão, il quitta son poste. A la fin de l'année 2005 il fut de plus expulsé du Congrès. Il est actuellement en procédure de jugement par le Tribunal Suprême. Il ne pourra être élu à aucun poste législatif ou exécutif d'ici 2015. Diplômé en droit, il exerce dorénavant dans un cabinet d'avocat de Rio.



Lumière sur :

Le scandale du mensalão (2005) : la fin d'une éthique politique ?

En mai 2005 le scandale du *mensalão* est révélé et met en cause le PT. Il s'agit d'opérations de financement parallèle et de pots de vin mensuels versés par le gouvernement à des parlementaires de l'opposition pour s'assurer de leur soutien au Parlement (argent contre vote de lois). Cela entraîne une crise politique, l'opposition envisage une procédure d'impeachment mais écarte finalement cette solution. Plusieurs personnalités du PT impliquées dans cette affaire démissionnent de leur poste au gouvernement ou dans les instances du parti, dont José Dirceu. Les médias donnent une très grande visibilité à ce scandale qui a un fort impact étant donné que le PT a toujours fait appel à son capital éthique comme axe essentiel de son patrimoine de valeur. La direction nationale du PT (précisément le groupe de São Paulo) a cédé au système brésilien d'échanges de faveurs, dérivant vers la corruption. Cela peut s'expliquer en partie par le système de présidentialisme de coalition. Le PT ne contrôlait que 18% des sièges au Parlement, ce qui rend les alliances nécessaires. Pour que les lois proposées par le gouvernement puisse être votées au Parlement malgré un rapport de force défavorable (et une base d'alliances instable) le PT a donc poussé ses instruments de persuasion/négociation au-delà de la légalité. En ce sens, le versement mensuel de aux députés de l'opposition (comme par exemple Roberto Jefferson – alors dirigeant du PTB – dont l'arrestation a mis à jour le système du mensalão) peut être qualifiée de « corruption de gouvernement ». Ainsi, selon José Dirceu, la réalisation d'objectifs comme gagner les élections ou construire une majorité parlementaire viable justifiaient l'usage de méthodes peu orthodoxes. La fin justifierait les moyens... Cette crise a entraîné le départ de quelques centaines de cadres et militants et d'une demi douzaine de députés qui sont passés au PSOL (fondé peu de temps auparavant par des parlementaires critiques expulsés du PT, comme Heloisa Helena ou Luciana Genro). Les militants réclament une refondation du parti et une réorientation de la politique économique du gouvernement, pour préserver le patrimoine éthique et redémocratiser le fonctionnement du parti. Lula a présenté publiquement ses excuses au peuple brésilien. Par la résolution du 16 août 2005 la direction du PT a fait de même, reconnaissant les graves irrégularités commises par certains de ses cadres dirigeants à l'insu des instances formelles du parti. En outre, la direction du PT a promis la transparence totale des investigations et la reconstruction démocratique des mécanismes de direction et des relations entre le gouvernement et le parti.

Références bibliographiques :

- ALCÁNTARA Manuel et Freidenberg Flavia (coord.), *Partidos Políticos de America Latina*, México, 2003.
 LOUAILT Frédéric, *De Porto Alegre au Palais du Planalto : l'irrésistible ascension du Parti des Travailleurs au Brésil*, Grenoble (IEP), 2003.
 MARTINS RODRIGUES Leôncio, « La composition sociale des cercles dirigeants du PT », in Daniel Pécaut et Bernardo Sorj (dir.), *Métamorphoses de la représentation politique au Brésil et en Europe*, Paris, CNRS, 1991
 SAINT-UPÉRY Marc, *Brésil: Parti des Travailleurs, l'heure de vérité?* In Mouvement, s n°42, p 90-097, Paris, 1998.

<http://www.pt.org.br/portaltpt/index.php> (consulté le 11 novembre et le 15 novembre 2008).

<http://www.tse.gov.br> (consulté le 17 novembre 2008).

Zero Hora, édition du 27 octobre 2008